



Remaniement - Un pôle ministériel dédié aux collectivités et aux territoires

Publié le 16/10/2018 C. Mallet, avec AFP

Fonction publique

Du remaniement annoncé ce mardi 16 octobre, les collectivités retiendront évidemment d'abord la nomination de Jacqueline Gourault à la tête d'un vaste ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. La ministre sera épaulée par Sébastien Lecornu pour les collectivités tandis que Julien Denormandie devient officiellement chargé de la ville et du logement. Les collectivités, le logement, la politique de la ville et l'aménagement du territoire sont donc désormais sous le même toit. La DGCL devrait logiquement y être rattachée.

L'Élysée a procédé ce mardi 16 octobre au premier remaniement d'ampleur du quinquennat avec huit nouveaux membres, dont Christophe Castaner à l'Intérieur et Jacqueline Gourault passant de l'Intérieur à un vaste ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

C'est "une équipe gouvernementale renouvelée, dynamique, dotée d'un second souffle", a commenté l'Élysée. Mais son "mandat politique reste le même" et elle "va inscrire son action dans la continuité (...) du calendrier des réformes pour les mois à venir", a souligné la présidence.

Annoncé dès 9h30 par un simple communiqué, ce gouvernement comprend, outre le Premier ministre, Édouard Philippe, 34 membres (soit trois de plus que le précédent), dont 21 ministres et un seul ministre d'État, François de Rugy, qui se retrouve ainsi numéro deux. Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont "été extrêmement attentifs à ce que les équilibres femmes / hommes, hommes politiques / société civile, droite / gauche soient respectés", a insisté l'Élysée. Certains commentateurs y ont d'ailleurs même vu "un gouvernement de coalition à l'allemande, une forme de cohabitation".

Castaner à Beauvau... sans la DGCL

Sans démission du gouvernement, le gouvernement n'est pas officiellement un "Philippe 3". En l'absence de l'arrivée de personnalités connues du grand public, le principal changement est la nomination de Christophe Castaner au ministère de l'Intérieur. Mais ce fidèle des fidèles du président, qui va quitter la tête de La République en marche (LREM), perd le titre de ministre d'État et sera épaulé par un expert de la sécurité, Laurent Nuñez, l'actuel directeur de la DGSJ (direction générale de la sécurité intérieure). Une situation de tandem inédite à Beauvau depuis l'attelage Pasqua-Pandraud entre 1986 et 1988.

De plus, il rejoint une place Beauvau rétrécie puisque perdant les collectivités territoriales désormais dévolues à un grand ministère confié à Jacqueline Gourault... et donc aussi amputée de la place des Saussaies. Logiquement en effet, la direction générale des collectivités locales (DGCL) devrait pour

la toute première fois se détacher du ministère de l'Intérieur et avoir pour ministère de tutelle le nouveau ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales.

Christophe Castaner aura toutefois la main sur une prérogative stratégique : l'éventuel redécoupage des circonscriptions législatives, qui doit naître de la réforme des institutions actuellement reportée à janvier, avec au passage une réduction globale de 30% des parlementaires et l'introduction d'une dose de proportionnelle.

Après le départ de Jacques Mézard de la Cohésion des territoires (selon plusieurs sources, promesse lui a été faite d'intégrer le Conseil constitutionnel en mars prochain), Jacqueline Gourault est donc promue ministre de plein exercice d'un grand ministère des territoires, où elle sera épaulée par Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, et Julien Denormandie pour la politique de la ville et le logement. Depuis des mois, les associations d'élus réclamaient un interlocuteur clairement identifié au sein du gouvernement.

"Vous serez trois ministres"

Avant même l'annonce du remaniement, Jacqueline Gourault avait expliqué qu'elle entendait accompagner les élus locaux "dans ce qu'ils font formidablement sur l'ensemble du territoire". "Il n'y a jamais eu de cassure totale, nous avons toujours travaillé avec eux", avait-elle souligné sur RTL. "Nous avons peut-être à recoudre le tissu des collectivités territoriales", mais il faudra pour cela que ces élus "entendent l'ouverture, le dialogue, que nous voulons poursuivre ou reprendre avec certains d'entre eux", a-t-elle ensuite déclaré en milieu de journée lors de la passation de pouvoirs avec son prédécesseur Jacques Mézard (en présence d'ailleurs du DGCL, Bruno Delsol, dans la cour de l'hôtel de Castries).

"Vous serez trois ministres en charge du ministère de la Cohésion des territoires. C'est bien. Avec un périmètre élargi aux collectivités locales, ce que j'avais préconisé au président de la République", a pour sa part déclaré Jacques Mézard, évoquant un ministère "dont les grandes réformes, sur tous les sujets, sont sur les rails". Et celui qui redevient sénateur de citer en premier lieu le logement avec le projet de loi Elan qui allait être définitivement adopté quelques heures plus tard avec un ultime vote du Sénat. Mais aussi l'opération Action cœur de ville, le nouveau programme de renouvellement urbain, le déploiement du numérique, la future agence nationale pour la cohésion des territoires...

Figure du monde local connue de longue date, notamment au sein de l'Association des maires de France, Jacqueline Gourault était entrée au gouvernement après les législatives de 2017 à un poste aux contours flous, "ministre auprès du ministre de l'Intérieur". En cultivant de bonnes relations avec son patron, Gérard Collomb, tout en jouant sa partition face à Jacques Mézard et son secrétaire d'État, Julien Denormandie, cette spécialiste des collectivités s'est révélée incontournable. Présentée comme "le couteau suisse du ministère de l'Intérieur", elle avait d'emblée été surtout la "Madame Collectivités locales", gagnant le surnom d'"agent traitant" du gouvernement auprès des élus. Son credo : "faire de la pédagogie" et éviter que le fossé d'incompréhension ne se creuse, que ce soit à propos des dotations ou de l'abaissement de la vitesse à 80km/heure... Elle a en outre mené à bien le volet de la réforme de la Constitution devant venir institutionnaliser une spécificité corse. En septembre, le Premier ministre lui avait confié la préparation d'une éventuelle fusion entre les deux départements alsaciens.

Ville et Logement ont désormais pignon sur rue

Maire de Vernon de 2014 à 2015, président du conseil départemental de l'Eure de 2015 à 2017, élu communautaire... c'est également un élu local qui a été nommé ministre chargé des collectivités territoriales auprès de Jacqueline Gourault. Ancien des Républicains proche de Bruno Le Maire, Sébastien Lecornu se définit lui-même comme proche du monde agricole et des territoires. En tant que secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique, il s'est plutôt approprié les sujets liés à l'énergie, se confrontant aux différents intérêts des entreprises, des écologistes et des élus locaux. Il pilotait par exemple le dossier de la centrale nucléaire de Fessenheim ou celui du site de stockage de déchets à Bure. Il a aussi été à la manœuvre sur les contrats de transition écologique (CTE). Dans ses nouvelles fonctions, il pourra faire valoir sa bonne connaissance des arcanes parlementaires et des sensibilités des élus locaux. Malgré ses responsabilités nationales, il est d'ailleurs resté adjoint au maire de Vernon et conseiller départemental. "C'est encore lui qui tire toutes les manettes au département", pointe même un élu normand.

Quant à Julien Denormandie, jusqu'alors secrétaire d'État à la Cohésion des territoires, le voici promu à la tête d'un ministère rattaché à la cohésion des territoires mais spécifiquement dédié à la ville et au logement. Ce qui a d'ailleurs réjoui plusieurs acteurs du secteur "Nous avons désormais un ministre de la Ville et du Logement de plein exercice", a par exemple salué dans un communiqué Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat (USH), dont le congrès avait été clôturé la semaine dernière... par le même Julien Denormandie.

"Un 'reset' des relations avec les territoires" ?

Parallèlement à la promotion de Jacqueline Gourault, Emmanuel Macron avait prévu une série de rendez-vous cette semaine avec les responsables des collectivités. Et s'est d'ores et déjà entretenu ce mardi avec le président de la région Grand Est, Jean Rottner, puis le président de Régions de France Hervé Morin, le président du Sénat, Gérard Larcher, et celui de l'Assemblée des départements de France, Dominique Bussereau. Parmi les enjeux, convaincre les élus de revenir à la table de la Conférence nationale des territoires, dont l'instance de dialogue doit se réunir bientôt (elle était initialement prévue pour ce lundi 15 octobre), pour une nouvelle conférence en fin d'année.

Ces élus reçus mardi ont bien noté la volonté affichée par le chef de l'État et le gouvernement de renouer le dialogue. "J'ai retenu les mots du président de la République disant qu'il voulait un 'reset' des relations avec les territoires", a déclaré à l'AFP Hervé Morin. "Entre la recomposition gouvernementale et les entretiens du chef de l'État" avec les élus locaux, "ce sont des signaux qu'il faut entendre", a-t-il poursuivi. "Je suis ressorti plutôt satisfait de cet entretien, maintenant, il faut voir comment s'articulent les suites, les calendriers et les délais", a indiqué pour sa part Dominique Bussereau. Et celui-ci d'ajouter : "On a des ministres en charge, ce que l'on n'avait pas auparavant, c'est un progrès réel."

Une professionnelle du sociale pour le plan Pauvreté

S'agissant des autres ministères, comme prévu, Françoise Nyssen quitte le ministère de la Culture, remplacée par Franck Riester, un ancien Les Républicains qui a créé son propre parti de centre-droit, Agir, élu local et député de Seine-et-Marne.

Stéphane Travert laisse le portefeuille de l'Agriculture au sénateur Didier Guillaume, ancien PS, fidèle de François Hollande puis de Manuel Valls. Conseiller de son lointain prédécesseur Jean Glavany de 1998 à 2002, Didier Guillaume est un élu de terrain, qui a longtemps présidé le conseil général de la Drôme (2004-2015), et a été corapporteur du projet de loi d'avenir pour l'agriculture,

l'alimentation et la forêt au Sénat en 2014. Premier vice-président du Sénat à partir de 2011, il avait pris la présidence du groupe socialiste en 2014.

Par ailleurs, des redécoupages ministériels traduisent l'accent mis sur des objectifs prioritaires de l'exécutif. Ainsi, le secrétariat à l'Égalité entre les femmes et les hommes de Marlène Schiappa est étendu à la lutte contre les discriminations. Gabriel Attal, étoile montante de LREM, va épauler le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, pour mettre en place le service national universel, battant au passage le record de plus jeune secrétaire d'État, à 29 ans.

De même, Christelle Dubos, autre députée LREM, est chargée de la lutte contre la pauvreté aux côtés d'Agnès Buzyn. "Je serai particulièrement en charge du développement de la stratégie de lutte contre la pauvreté", a-t-elle en effet précisé à l'AFP. Titulaire d'un diplôme de travailleur social, Christelle Dubos est une spécialiste de l'insertion sociale et professionnelle, milieu dans lequel elle a exercé plus de vingt ans. Jusqu'à son élection, elle était encore directrice du service Solidarité et Emploi à la communauté de communes de Montesquieu (Gironde). Au palais Bourbon, la députée a été récemment corapporteuse du projet de loi Elan pour son volet mixité sociale. Elle a été également à l'origine d'un groupe de travail sur "l'inclusion économique et sociale" et est membre du conseil d'administration du récent fonds national d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

Le mémento du gouvernement : huit nouveaux, quatre sortants et quelques mouvements

LES SORTANTS

Jacques Mézard cède le portefeuille de la Cohésion des territoires qu'il avait récupéré après le départ du gouvernement de Richard Ferrand. Il avait auparavant été durant quelques semaines ministre de l'Agriculture. L'ex-président du groupe RDSE au Sénat pourrait éventuellement profiter d'un prochain renouvellement au Conseil constitutionnel.

Françoise Nyssen est évincée du ministère de la Culture. La cofondatrice des éditions Actes Sud était souvent brocardée pour n'avoir pas su endosser les habits de ministre. Elle était de plus fragilisée par une enquête ouverte pour des soupçons de travaux litigieux dans les locaux parisiens de sa maison d'édition.

Stéphane Travert rend le portefeuille de l'Agriculture, après être apparu comme le vainqueur d'un bras de fer avec le ministre de l'Écologie démissionnaire Nicolas Hulot. Il a fait adopter la loi Agriculture et Alimentation. Cet ancien député PS pourrait hériter de responsabilités au sein du parti majoritaire, La République en marche.

Delphine Gény-Stephann sera restée moins d'un an en poste au gouvernement, qu'elle avait intégré le 24 novembre 2017 comme secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

LES ENTRANTS

Franck Riester, 44 ans, un ancien Les Républicains qui a créé son propre parti, Agir, réputé bienveillant à l'endroit du président de la République, devient ministre de la Culture. Ce spécialiste des questions de propriété littéraire et artistique sur internet et de l'audiovisuel était député depuis 2007.

Didier Guillaume, 59 ans, un fidèle de François Hollande puis de Manuel Valls qui avait rallié Emmanuel Macron, devient ministre de l'Agriculture. Conseiller de son lointain prédécesseur PS Jean Glavany de 1998 à 2002, celui qui était jusqu'alors sénateur avait été corapporteur en 2014 du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Marc Fesneau, 47 ans, un proche de François Bayrou réputé pour bien maîtriser les dossiers relatifs aux collectivités, est nommé ministre chargé des Relations avec le Parlement. Cet élu s'était fait remarquer depuis son entrée à l'Assemblée, en juin 2017, pour avoir présidé le groupe MoDem, où il s'était rapidement imposé comme un pilier du mouvement centriste.

Emmanuelle Wargon, 47 ans, diplômée de HEC et camarade de promotion d'Édouard Philippe à l'ENA qui occupait jusqu'alors le poste de directrice des affaires publiques du groupe Danone, devient secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique. Passée par le haut-commissariat aux Solidarités de Martin Hirsch sous Nicolas Sarkozy et le ministère du Travail sous François Hollande, elle est en outre la fille de Lionel Stoléru, ministre des gouvernements Barre et Rocard.

Christelle Dubos, 42 ans, qui était jusqu'alors secrétaire de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, où elle est élue depuis juin 2017, devient secrétaire d'État auprès d'Agnès Buzyn. Cette travailleuse sociale avait rejoint En marche ! dès 2016, alors qu'elle n'était jusqu'alors encartée dans aucune formation.

Agnès Pannier-Runacher, 44 ans, est nommée secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances. Elle était directrice générale déléguée de la Compagnie des Alpes, leader mondial de l'exploitation des domaines skiables - à la tête de 11 stations dont Val-d'Isère, Les Deux Alpes, Les Arcs ou encore Tignes.

Gabriel Attal, 29 ans, l'un des premiers marcheurs auprès d'Emmanuel Macron dont il apparaît comme un proche, devient secrétaire d'État auprès de Jean-Michel Blanquer. Cet ancien socialiste, aujourd'hui porte-parole de La République en marche, siégeait à la commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée nationale après avoir été élu député en juin 2017.

Laurent Nuñez, 54 ans, est nommé secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur. Il était à la tête de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) depuis juin 2017. Il complète le tandem de la Place Beauvau aux côtés du "politique" Christophe Castaner.

LES MOUVEMENTS

Christophe Castaner, ex-secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, est promu ministre de l'Intérieur. Cet ex-député PS, marcheur de la première heure aux côtés d'Emmanuel Macron, est ainsi récompensé de sa fidélité. Mais il perd le titre de ministre d'État que possédait Gérard Collomb.

Jacqueline Gourault, ex-ministre auprès du ministre de l'Intérieur, hérite d'un grand ministère des Territoires. Elle est la première représentante du MoDem au sein du gouvernement.

Elle sera épaulée par **Sébastien Lecornu**, qui passe d'un secrétariat d'État à la Transition écologique à un poste de ministre chargé des relations avec les collectivités territoriales, et par **Julien Denormandie** qui, de secrétaire d'État, devient ministre chargé de la ville et du logement.

Marlène Schiappa conserve son secrétariat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et se voit ajouter la lutte contre les discriminations.

Mounir Mahjoubi, ex-secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé du numérique, passe sous la tutelle de Bruno Le Maire et de Gérald Darmanin à Bercy, sans attribution précise.

LES CONSTANTS

François de Rugy, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et Solidaire.

Nicole Belloubet, garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Florence Parly, ministre des Armées.

Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances.

Muriel Pénicaud, ministre du Travail.

Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics.

Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Annick Girardin, ministre des Outre-Mer.

Roxana Maracineanu, ministre des Sports.

Élisabeth Borne, ministre auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et Solidaire, chargée des transports.

Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Benjamin Griveaux, secrétaire d'État auprès du Premier Ministre, porte-parole du gouvernement.

Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées.

Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées.

Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics.

V.F., avec AFP

